

Observatoire « Russie, Europe orientale et Caucase du Sud »*

Débats stratégiques



Centre Russie/NEI

Note n° 26(59)

Mai 2021

Points clés

- La complexité et la lourdeur de l'organisation des services spéciaux russes sont cause de nombreux échecs des opérations cyber et informationnelles extérieures.
- La Russie pourrait conduire à nouveau de grandes manœuvres terrestres à l'automne 2021. En termes de capacités de mobilisation et de projection des troupes, elle dispose d'un net avantage sur l'OTAN.

Outil militaire : capacités et modernisation

Pour l'expert militaire de *Riddle* P. Louzine, **les opérations de la Russie dans les domaines cyber et informationnel n'ont pas seulement pour objectif de causer des dommages matériels à l'adversaire, mais aussi de déstabiliser ses élites et sa société.** Ces activités sont structurées de la façon suivante : **le Service fédéral de sécurité (FSB) dispose des principales ressources intellectuelles.** Il fait largement appel aux capacités du secteur privé et des centres de recherche civils publics. **Il est chargé de garantir la sécurité de l'information en Russie, mais opère aussi dans le cyberspace postsoviétique. Les opérations extérieures sont toutefois principalement gérées par le service de renseignement extérieur (SVR) et le renseignement militaire (GRU).** Les deux services sont chargés du renseignement et de l'espionnage industriel, mais le GRU a aussi pour mission de perturber les infrastructures ennemies (y compris informationnelles) en cas de conflit. Les capacités scientifiques et techniques du SVR sont mal connues, mais il passe vraisemblablement par le FSB pour obtenir l'accès à des technologies et à des experts. Le GRU s'appuie sur des organisations scientifiques et des entreprises militaires, mais coopère aussi avec les centres scientifiques civils. Dictée par la volonté de maintenir un équilibre entre les services, **cette structuration complexe et redondante n'est pas adaptée à la conduite d'opérations ponctuelles, non systémiques, comme les ingérences électorales.** Ce défaut explique en partie l'échec des opérations cybernétiques et informationnelles russes de ces dernières années (*Riddle*, 28 avril 2021).

Selon P. Felgengauer, expert militaire de *Novaïa Gazeta*, **de grandes manœuvres similaires à celles du mois d'avril à la frontière ukrainienne pourraient être réitérées en octobre**, au moment de l'inspection des troupes. Les exercices du printemps ont montré la capacité de la Russie à projeter rapidement ses troupes sur de longues distances et ont mobilisé près de 500 000 hommes – deux avantages potentiellement décisifs en cas de conflit avec l'OTAN, dont les grands exercices rassemblent à peine 50 000 militaires. Avec plus de 130 bataillons tactiques placés en état d'alerte permanente, l'armée russe semble prête à mener une guerre de grande ampleur (*Vzglyad*, 23 avril 2021)

Pour R. Poukhov, du Centre d'analyse des stratégies et des technologies (CAST), **la production en série du nouveau drone-kamikaze russe Lancet représentera un défi à relever par l'industrie russe.** D'une part, depuis la fin de l'époque soviétique,

Points clés

- Les difficultés de l'industrie russe dans la production en série, ainsi que les sanctions empêchant l'importation de composants, pourraient compromettre la production en grand nombre du « drone-kamikaze » russe Lancet.
- Une exclusion de la Russie du système SWIFT semble peu probable à moyen terme. Moscou aurait cependant intérêt à développer une infrastructure financière alternative avec ses partenaires sous sanctions.
- Les pays de l'OTSC ne peuvent compter que sur Moscou pour les défendre, en fonction des intérêts russes. **La solidarité militaire entre les autres membres est illusoire.**
- La construction du canal d'Istanbul, qui pourrait augmenter la présence navale de l'OTAN en mer Noire, présente peu de risque pour la Russie. Moscou aurait davantage à craindre d'un déploiement massif d'avions otaniens dans la zone, ou de missiles tirés depuis la Méditerranée.

celle-ci est désorganisée et peine à passer de la conception à la production de masse. Le cas du vaccin Sputnik, que la Russie ne parvient pas à produire sur son sol, est à cet égard emblématique. D'autre part, de toute évidence, le Lancet comprend des composants importés. Or, s'il est possible de se procurer des pièces étrangères par des moyens détournés ou semi-légaux pour fabriquer un prototype, la tâche sera bien plus complexe pour des appareils devant être produits en série (*Gazeta.ru*, 20 avril 2021).

Russie /Occident

Selon T. Bordatchev, du Club Valdai, **la proposition du Parlement européen d'exclure la Russie du système SWIFT en cas d'invasion de l'Ukraine ne représente pas un risque immédiat.** Premièrement, la perspective d'un conflit ouvert semble désormais écartée, du moins temporairement. **Moscou a montré de façon dissuasive sa capacité à déployer rapidement et massivement des troupes dans la région.** Deuxièmement, la Commission et le Conseil de l'Union européenne seraient peu susceptibles de recourir à cette option, qui occasionnerait de lourds dommages économiques et financiers côté européen et entraînerait une défiance internationale à l'égard de l'euro. **Moscou aurait cependant intérêt à tenir compte de ce signal hostile et à mettre en place une infrastructure financière alternative, en s'associant avec d'autres pays qui subissent des sanctions** (*Club Valdai*, 30 avril 2021).

Espace postsoviétique

Pour G. Mirzaïan, de l'Université des finances auprès du gouvernement russe, **l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC) n'est en réalité que la « somme des garanties unilatérales » de la Russie envers les autres États-membres.** Sa principale raison d'être est de permettre à Moscou de limiter le risque d'instabilité à ses frontières. **De fait, le Tadjikistan n'interviendra pas pour défendre l'Arménie en cas d'agression azerbaïdjanaise, et Erevan n'enverra pas de troupes à Douchanbé.** Les récents événements dans le Caucase du Sud et en Asie centrale ont écorné l'image de l'organisation, mais ne devraient pas remettre en cause son existence, dès lors qu'elle sert les intérêts russes (*Vedomosti*, 12 mai 2021).

R. Bortnik, directeur de l'Institut ukrainien d'analyse et de gestion des politiques (de tendance prorusse), et S. Tsintsadze, ancien recteur de l'Académie diplomatique de Géorgie, estiment que **la création du « trio associé » entre la Géorgie, la Moldavie et l'Ukraine pour intégrer l'Union européenne vise en réalité à favoriser l'admission des trois pays dans l'OTAN** et à s'attirer les bonnes grâces de Washington. En outre, cet accord trilatéral pourrait desservir les aspirations pro-européennes de la Géorgie : d'une part, il deviendrait caduc si un gouvernement « anti-européen » s'imposait à nouveau en Moldavie ; d'autre part, Tbilissi réduit ses chances d'intégrer l'UE en associant son sort à celui de Kiev (*Vzglyad*, 18 mai 2021)

Mer Noire

I. Kramnik et P. Goudiev, de l'Institut de l'économie mondiale et des relations internationales (IMEMO), **jugent peu probable l'obtention par la Russie d'un compromis durable avec la Turquie concernant les conditions de navigation sur le futur canal d'Istanbul, dans l'esprit de la Convention de Montreux** : Ankara tend à refuser ou à abandonner les accords qui ne servent pas ses intérêts sécuritaires immédiats. Si les Turcs achèvent le canal et autorisent le passage de navires de guerre, l'OTAN pourra déployer un ensemble de bâtiments militaires en Turquie de façon

Points clés

- En cas de conflit russo-ukrainien en mer Noire, le rapport de forces serait favorable à l'armée russe, mais une éventuelle (et vraisemblable) adhésion de l'Ukraine à l'OTAN pourrait changer la donne.

- Moscou pourrait brandir le spectre d'un « référendum populaire » sur le rattachement du Donbass pour obtenir des concessions de Washington, notamment en matière de sanctions économiques.

- Un élargissement du format « Normandie » ne rendrait pas celui-ci plus efficace et pourrait même desservir l'Ukraine. Kiev devrait plutôt intensifier ses contacts avec Washington dans la perspective de futures négociations russo-américaines.

- La récente escalade russo-ukrainienne renforce la popularité de V. Zelensky, mais aussi les tendances autoritaires de son pouvoir.

- Kiev devrait conditionner l'envoi de troupes au Sahel à des garanties de Paris concernant ses perspectives d'adhésion à l'OTAN.

permanente et sans limite de tonnage. Cependant, les répercussions pour la sécurité de la Russie resteraient limitées : **en cas de conflit majeur avec Moscou, l'Alliance atlantique lancerait plus vraisemblablement des missiles depuis la mer Égée ou Chypre que depuis la mer Noire. En mer Noire, le principal facteur de risque pour la Russie serait le déploiement substantiel de forces aériennes américaines** (*Rossiia v Globalnoi Politike*, 1^{er} mai 2021).

Pour M. Khodarenok, expert militaire de *Gazeta.ru*, en cas de conflit russo-ukrainien en mer Noire, le rapport de forces serait favorable à la Russie, qui aurait l'avantage dans les airs. Une intervention de l'OTAN en faveur de l'Ukraine (non-membre) n'irait pas de soi, demanderait du temps, **et il n'est pas certain qu'Ankara souhaiterait s'impliquer dans ce conflit en tant qu'adversaire de Moscou. Cependant, l'armée russe pourrait être mise en difficulté si l'Ukraine rejoignait l'OTAN et que des troupes, navires et avions de l'Alliance étaient déployés sur son sol.** Or, la perspective d'une adhésion prochaine de l'Ukraine à l'OTAN semble aujourd'hui réaliste compte tenu de l'importance géopolitique du pays (*Gazeta.ru*, 8 mai 2021).

Ukraine

Le rédacteur en chef du média *Ej.ru* A. Rykhline estime que **le conflit en Ukraine reste une des rares cartes à jouer de Moscou sur la scène internationale.** Si une intervention militaire semble désormais peu envisageable, **V. Poutine pourrait toutefois annoncer un « référendum populaire » pour l'intégration du territoire du Donbass à la Russie** afin d'obtenir des concessions (notamment en matière de sanctions économiques) de la part de J. Biden, puis reporter ensuite le référendum « pour des raisons techniques » jusqu'à nouvel ordre (*Republic.ru*, 14 mai 2021).

T. Silina, de *Zerkalo Nedeli* (Kiev), considère que **la proposition de V. Zelensky d'élargir le format « Normandie » à d'autres acteurs (Washington, Londres, Ottawa voire Tel-Aviv) n'est pas pertinente et pourrait s'avérer contreproductive.** D'une part, rien n'indique que les capitales concernées souhaitent s'engager dans ces négociations. D'autre part, la multiplication des acteurs pourrait jouer contre Kiev ; par exemple, Berlin tenterait probablement d'adoucir la position antirusse américaine. **L'Ukraine ferait mieux de profiter de la courte fenêtre d'opportunité qui lui est ouverte – la posture de Washington reste très offensive et J. Biden n'a pas encore rencontré V. Poutine – pour intensifier ses efforts diplomatiques en direction des États-Unis** (*Zerkalo Nedeli*, 27 avril 2021).

K. Skorkine, chercheur associé au Centre Carnegie de Moscou, estime que **la récente exacerbation des tensions entre l'Ukraine et la Russie a renforcé la popularité de V. Zelensky, mais aussi le tournant autoritaire de sa présidence.** V. Zelensky a abandonné l'espoir d'une réconciliation nationale. Briguant probablement un second mandat, il accentue les pressions sur l'opposition. **Pour sa part, la population semble désormais aspirer davantage à une « main de fer » qu'aux réformes.** Les *siloviki* (en particulier A. Danilov, directeur du Conseil national de défense et de sécurité et A. Avakov, ministre de l'Intérieur) voient leur poids politique renforcé. Sur le plan diplomatico-militaire, Kiev intensifie ses efforts vers les pays d'Europe centrale susceptibles d'appuyer son adhésion à l'OTAN (*Centre Carnegie de Moscou*, 19 mai 2021).

Pour V. Kravtchenko, de *Zerkalo Nedeli*, **Kiev ne devrait pas envoyer de troupes au Sahel en soutien à l'opération Barkhane sans garanties fermes de la part de Paris :** renforcement de la coopération militaro-technique bilatérale, soutien de

Points clés

- Il n'est pas certain que Moscou ait été associé au détournement du vol Athènes-Vilnius par Minsk ; néanmoins, la Russie cherchera à en tirer des bénéfices, tant pour consolider son emprise sur Minsk que pour négocier avec Washington.
- Face à la probabilité d'une tentative de déstabilisation polono-balte ou d'une agression armée otanienne contre le Bélarus, Minsk n'a pas d'alternative à un renforcement de l'intégration militaire avec Moscou.
- Le « corridor du Nakhitchevan » bénéficiera nettement à la Russie et devrait affaiblir l'influence américaine, en particulier en Géorgie. Moscou devra se rendre incontournable auprès des participants indirects (Chine, Iran, Turquie) pour rester maître du jeu.

l'adhésion de Kiev à l'Union européenne et surtout obtention d'un plan d'action pour l'adhésion à l'OTAN (*Zerkalo Nedeli*, 6 mai 2021).

Bélarus

Pour le rédacteur en chef de *Mnenia* A. Sinytsine, **le détournement par Minsk de l'avion visant à kidnapper un opposant bélarusse a peut-être été une « mauvaise surprise » pour le Kremlin**. V. Poutine espère beaucoup de sa prochaine réunion avec J. Biden, et cette initiative le place dans une position très inconfortable. Minsk pourrait avoir « fait monter les enchères » afin d'inciter Moscou à augmenter sa protection et ses aides financières. En effet, **la Russie n'abandonnera pas A. Loukachenka avant de placer à Minsk un candidat loyal, voire d'absorber le pays**. Une « conquête pacifique » du Bélarus par la Russie avant 2024 n'est pas à exclure. **Il est cependant aussi possible que Moscou ait été informé des intentions d'A. Loukachenka**. Moscou pourrait avoir décidé d'utiliser au Bélarus son seul outil de politique étrangère qu'est l'escalade des tensions. V. Poutine pourrait aussi chercher à exploiter le contraste avec A. Loukachenka pour apparaître comme un président « fréquentable ». En outre, il pourrait tenter de monnayer la pacification du Bélarus contre des concessions occidentales (*Republic.ru*, 25 mai 2021).

Pour V. Ieranossian, de *Voïenno-Promychlennyi Kourier*, **les pays baltes et la Pologne pourraient lancer des opérations de guérilla (*partizanskaïa voïna*) contre le Bélarus**, en s'appuyant sur les Bélarusses d'origine polonaise et sur la jeunesse contestataire, dans le but de déstabiliser le pays (et par conséquent la Russie). Or, les forces spéciales du Bélarus, acteurs indispensables du renseignement et de la lutte contre le terrorisme, sont insuffisantes numériquement pour y faire face. Par ailleurs, Minsk doit aussi se préparer à une éventuelle agression massive de l'OTAN. Conscient de ces risques, **A. Loukachenka est désormais favorable à un renforcement de l'intégration russo-bélarusse (comme l'ont montré les dernières rencontres bilatérales), en particulier, sur le plan militaire, en matière de renseignement aérien, d'aviation de combat et de systèmes de défense antiaérienne**. Son refus d'installer des bases aériennes russes dans le pays est dû à la nécessité de ménager les « nationalistes », dont la politique antérieure de « bélarussisation » avait favorisé l'émergence (*Voïenno-Promychlennyi Kourier*, 4 mai 2021).

Caucase du Sud

Selon l'Institut Russtrat (dirigé par la députée de Russie unie E. Panina), **le projet de « corridor du Nakhitchevan » favorisera l'instauration de la paix entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan et servira directement les intérêts russes**. La Turquie, l'Iran, l'Inde et la Chine, qui n'y participent pas directement, en retireront aussi des avantages, contrebalancés toutefois par la nécessité de faire des compromis et par le rôle accru de la Russie. La Chine, notamment, pourra intégrer le corridor à l'initiative des nouvelles routes de la Soie, mais verra aussi ses ambitions monopolistiques contenues par le renforcement de l'Union économique eurasiatique. En revanche, les États-Unis et la Géorgie sont les grands perdants du projet. La Géorgie ne disposera plus d'une position clé dans le transit régional, ce qui devrait augmenter les tensions internes et entraîner des turbulences politiques. **En cas de concrétisation de l'alliance sino-russe (dans les 10-20 ans à venir), l'évolution de l'équilibre régional des forces contraindra Tbilissi à se rapprocher de Moscou au détriment de Washington**. Néanmoins, il faut s'attendre à des tentatives américaines

Points clés

● L'Arménie semble impuissante et dépourvue de soutiens efficaces contre les provocations militaires azerbaïdjanaises. La tenue prochaine des élections législatives rend la position de N. Pachinian difficile.

● La Russie devrait rester influente dans la Libye post-conflit, en s'impliquant dans la reconstruction et par la présence de ses sociétés militaires privées.

● Les intérêts russes et chinois convergent largement au Moyen-Orient, mais l'implication économique et politique croissante de Pékin dans la zone représente un défi pour Moscou.

● Moscou pourrait proposer sa médiation dans le conflit israélo-palestinien, mais ses leviers sont limités, et les risques réputationnels en cas d'échec seraient élevés.

pour déstabiliser le projet, notamment sous la forme de « sabotage terroriste ». Londres cherchera probablement à jouer la carte du « tous contre tous » pour renforcer ses positions en Eurasie. Moscou, pour sa part, doit s'efforcer de devenir un acteur incontournable et utile à toutes les parties prenantes (hors États-Unis et Royaume-Uni) (*Russtrat*, 10 mai 2021).

Pour la rédaction de la revue *Expert*, **les recours de Erevan face aux provocations de l'armée azerbaïdjanaise à ses frontières sont très limités** : la Russie n'est pas disposée à s'impliquer dans le conflit (y compris *via* l'OTSC) au-delà des négociations, l'Arménie est inférieure militairement, et N. Pachinian ne peut pas envisager de compromis territoriaux dans le contexte pré-électoral. Les déclarations de Paris et Washington en soutien à Erevan sont peu susceptibles d'influencer la politique de Bakou (*Expert*, 24 mai 2021).

Moyen-Orient

Pour I. Botcharov, expert du RIAC, **la Russie pourrait conserver un rôle significatif dans la Libye post-conflit**. En particulier, **les entreprises russes seront probablement impliquées dans la reconstruction des infrastructures énergétiques, agricoles, industrielles, sociales et de transport**. En outre, **Moscou pourrait reprendre ses livraisons d'armes vers Tripoli**, avec cependant deux risques : d'une part, celui d'une faible rentabilité des ventes du fait de l'appauvrissement de l'État libyen et de la concurrence des vendeurs d'armements européens et américains ; d'autre part, le risque d'une circulation incontrôlable des armes qui pourraient déstabiliser le pays et alimenter les groupes terroristes. Enfin, dans un contexte d'augmentation de la confrontation russo-américaine et d'internationalisation du conflit, **les puissances concurrentes accroîtront probablement le recours aux sociétés militaires privées** pour asseoir leur influence auprès des principaux groupes libyens rivaux, tout en limitant le risque de conflit ouvert interétatique (*Rossija v Globalnoï Politike*, 4 mai 2021).

Selon l'Institut Russtrat, **la Russie et la Chine partagent des intérêts au Moyen-Orient**. Les deux puissances voient dans cette « arène » la possibilité d'obtenir des concessions de la part de Washington, dont elles cherchent à pondérer l'influence. En outre, elles entendent préserver la stabilité régionale contre l'islamisme qui les affecte directement. Moscou comme Pékin ont aussi intérêt à une sécurisation des sites d'hydrocarbures et des routes commerciales internationales. À cet égard, l'augmentation des investissements chinois dans la région devrait conduire progressivement Pékin à renforcer son implication politico-économique dans la zone. Ainsi, **tandis que la Russie ne se préoccupait auparavant que de l'hégémonie américaine dans la région, elle devra à l'avenir tenir compte des positions chinoises**. La coordination entre les deux pays peut toutefois favoriser leur renforcement mutuel (*Russtrat*, 3 mai 2021).

Pour S. Demidenko, de l'Académie russe de l'économie nationale et du service public (RANEP), **le fait que la Russie ne considère pas le Hamas comme une organisation terroriste pourrait faire d'elle un médiateur acceptable dans le conflit israélo-palestinien**. Cependant, elle n'a pas de réels leviers sur les deux belligérants. Pour sa part, A. Choupriguine, du Haut collège d'économie, estime que Moscou obtiendrait davantage de succès dans une médiation que Washington, qui privilégie le « chantage » à la recherche de compromis. Néanmoins, en cas d'escalade

Points clés

- La Russie doit poursuivre l'accroissement de son influence en Afrique subsaharienne en misant sur les créneaux où elle a des avantages (éducation, industries spécifiques) et en se distinguant des approches « néocoloniales » (dont celle de la Chine).

- **Le coup d'État militaire en Birmanie sert les intérêts de la Russie, qui pourrait mettre ses sociétés militaires privées au service de la junte.**

- Si la création d'un Internet parallèle au sein des BRICS ou en Russie semble illusoire, Moscou devrait toutefois renforcer la coopération technologique avec ces pays, et pourrait aussi développer un segment de réseau exclusivement russe pour sécuriser ses communications sensibles.

incontrôlable, en particulier si le Hezbollah s'en prenait à des cibles civiles, Moscou risquerait de voir sa réputation ternie (*Russtrat*, 3 mai 2021).

Afrique

N. Panine, du RIAC, estime que **la Russie doit poursuivre ses efforts en direction de l'Afrique subsaharienne**, selon les orientations suivantes : **intensification de la diplomatie scientifique, éducative et culturelle, notamment en proposant sur place des formations élitistes en langue russe ; renforcement de la présence médiatique, en particulier télévisuelle (en contrepartie de partage de technologies dans ce domaine) ; concentration sur les secteurs économiques et industriels où la Russie a des avantages concurrentiels : infrastructures énergétiques, transformation numérique, hautes technologies destinées à la production, nucléaire civil, satellites, etc.** Moscou doit veiller à ne pas apparaître comme une puissance néocolonialiste ; **il lui faut se démarquer de l'Occident et de la Chine, par une approche combinant faible ingérence politique et souci des populations.** Moscou peut notamment développer les accords de « dette contre développement » (qu'elle met déjà en œuvre dans plusieurs pays d'Afrique) : accorder des remises de dette aux États qui s'engagent à investir dans la santé et la lutte contre la pauvreté, et qui favorisent l'implantation des entreprises russes. **Ces efforts porteront leurs fruits sur le long terme, à mesure que le poids économique et géopolitique de l'Afrique augmentera** (*Russian International Affairs Council*, 23 avril 2021).

Asie

I. Klychtch, doctorant à l'Université de Tartu (Estonie), estime que **le coup d'État du général birman Min Aung Hlaing constitue une aubaine pour les Russes**, qui travaillent avec lui depuis 2011. La rivalité sino-américaine en Asie du Sud-Est et la neutralité russe durant les persécutions de la communauté rohingya en 2017 ont encouragé le régime birman à se rapprocher de Moscou, coïncidant avec la stratégie russe de renforcement des relations avec les pays de l'ASEAN après l'annexion de la Crimée en 2014. Dans la crise opposant les autorités militaires birmanes aux manifestants, Moscou mise sur la junte, dont elle constitue l'un des principaux fournisseurs d'armes et forme les officiers depuis des décennies. Une exacerbation des tensions fournirait aux Russes l'occasion de s'immiscer dans le conflit intérieur par l'entremise de ses sociétés militaires privées, comme Wagner. En tout état de cause, **il faut que la junte se maintienne au pouvoir pour que le « pari » russe en Birmanie s'avère payant** (*Riddle*, 6 mai 2021).

Cyber

A. Terekhov et S. Tkatchenko, de l'Université d'État de mathématiques et de mécanique de Saint-Petersbourg, jugent que **le projet russe de création d'un « Internet parallèle » des BRICS ou de l'Union économique eurasiatique serait excessivement coûteux et difficilement réalisable.** Cependant, à l'ère des guerres informationnelles, le renforcement de la souveraineté des États non-occidentaux en matière de technologies de l'information et de la communication (TIC) reste une priorité. La Russie aurait tout intérêt à renforcer la coopération technologique au sein des BRICS, en se concentrant sur le triangle Russie-Chine-Inde, mais aussi en associant d'autres pays (Argentine, Turquie et Arabie saoudite). En outre, Moscou pourrait développer son propre « segment de réseau », totalement indépendant de l'Internet

mondial et dédié aux besoins de l'État et de l'armée. La Russie doit toutefois s'efforcer de dialoguer avec les États-Unis pour restaurer la confiance en matière de cybersécurité (*Club Valdai*, mai 2021).

*avec le soutien de la Direction générale des Relations Internationales et de la Stratégie (DGRIS), Ministère des Armées.